

# Front Commun interinstitutionnel de la représentation du personnel

## LETTRE OUVERTE AUX CHEFS D'ETATS ET DE GOUVERNEMENTS DE L'UNION EUROPEENNE

### **Renforcement de la fonction publique européenne afin d'assurer le futur de l'Europe**

Nous, employés des Institutions de l'UE et Organes communautaires, sommes tout à fait conscients de ce moment historique de l'Union européenne et de ses futurs défis. Nous invitons Les Chefs d'Etats et de gouvernements ainsi que les décisionnaires impliqués dans la réforme en cours du Statut du personnel, à analyser les réformes proposées et leur impact sur la capacité des Institutions à contribuer à la résolution des problèmes actuels qu'ils soient économiques, financiers et sociaux. en particulier:

- 1. L'incohérence entre les objectifs proclamés (des Institutions européennes ayant plus de responsabilités et une gouvernance plus efficace) et les moyens envisagés mis à leur disposition (moins d'employés, des contrats à durée déterminée, une démotivation, une démoralisation et un personnel âgé).**
- 2. Les attentes des citoyens de l'UE et des entreprises d'avoir, au niveau européen, un personnel fiable, efficace et professionnel qui les serve de façon impartiale et appropriée, exempt de toute pression extérieure d'où qu'elle puisse venir.**
- 3. Le besoin d'une distinction claire entre les responsabilités " administratives" des Institutions et Agences de l'UE et les décisions politiques majeures qui doivent être prises au niveau national visant la consolidation fiscale et la croissance économique.**

La réforme du Statut en 2004 continue de générer des économies substantielles sur le long terme au niveau du Cadre Financier Multi-annuel de l'UE mais elle a eu pour conséquence l'augmentation des difficultés à recruter dans tous les Etats membres un personnel hautement qualifié.

Nous nous unissons en défense du projet européen d'intégration qui reste sans doute la seule solution viable à long terme pour tous les citoyens européens dans un monde en perpétuelle évolution.

Nous croyons en la capacité de l'Union européenne à répondre aux attentes des citoyens et à offrir des résultats tangibles en termes de croissance et de création d'emplois, tout en maintenant son exemple de bien-être social unique et sa diversité.

Nous sommes engagés dans ses réussites à venir et sommes convaincus que notre dévouement et notre détermination à vaincre les crises et les situations politiques complexes, comme cela a été prouvé durant ces dernières soixante années, ouvriront la voie à suivre dans le futur.

Nous soutenons les efforts entrepris par des millions d'employés et de retraités dans les Etats membres dont les revenus et la qualité de vie sont en danger en raison de problèmes économiques et financiers échappant à leur contrôle et à leur compréhension.

Nous soulignons que l'efficacité de l'action de l'UE est solidement fondée sur la haute qualité, la compétence et l'indépendance de son personnel face à des influences extérieures ainsi que sur la variété multiculturelle de ses origines et de ses langues provenant de tous les Etats Membres représentés dans les affaires institutionnelles quotidiennes

Nous appelons la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne à résister aux tentatives populistes et démagogiques de dévaluer notre administration publique européenne en prenant sérieusement en considération sa position opérationnelle et ses objectifs spécifiques, ses effectifs déjà très peu nombreux ( qui sont d'ailleurs moins nombreux que ceux d'un seul Ministère dans beaucoup d'Etats Membres) et finalement son rapport coût-efficacité comparé au budget de l'UE.

Nous les invitons à examiner convenablement les conditions d'emploi dans les Institutions de l'UE en les comparant avec des exemples pertinents d'autres organisations internationales et services diplomatiques dans le monde.

Nous déplorons que la proposition à venir qui amende le Statut du personnel de l'UE n'ait pas été précédée et accompagnée d'une évaluation approfondie de son impact et d'un rapport financier.

Nous prenons note que le personnel a fait lui-même de nombreuses et sérieuses suggestions afin d'améliorer son efficacité aux travers de changements organisationnels raisonnables qui pourraient générer des économies substantielles sans miner, aux yeux des jeunes européens talentueux, le pouvoir d'attraction de la Fonction publique européenne.

Nous appelons les législateurs de l'UE à engager un dialogue social ouvert, et par la suite, une négociation interinstitutionnelle se concentrant sur les défis censés être relevés par les Institutions de l'UE dans le futur ainsi que sur les moyens appropriés dont l'UE dispose pour y faire face.

Nous insistons sur le fait que tout effort "aveugle" pour sous-estimer les performances du personnel de l'UE ne fera pas que miner son efficacité et détériorer la qualité des politiques de l'UE dans une période où une action forte et ciblée est attendue par les citoyens européens, mais privera certainement plusieurs Etats Membres d'une représentation géographique proportionnelle de leurs ressortissants au sein des institutions de l'UE et organes communautaires comme l'ont démontré manifestement les données statistiques de l'EPSO concernant les concours récents après la réforme du Statut de 2004.

Nous demeurons confiants qu'une attitude constructive et du bon sens prévaudront, assurant ainsi que le «projet européen» continue de déployer son potentiel sur le long terme pour le bénéfice de tous les Européens.

---